

Introduction

La mise en place en France et dans plusieurs pays développés de programmes publics de vaccination contre l'hépatite B, les débats sur les groupes de populations devant être vaccinés contre l'hépatite A et la complexité des choix à réaliser en matière de traitement des hépatites B et C conduisent à s'intéresser à la dimension socio-économique des questions posées par la prévention, le dépistage, le diagnostic et le traitement des hépatites virales.

En effet, les coûts de la prévention comme de la maladie sont élevés en raison du nombre de personnes concernées et de la gravité des problèmes de santé rencontrés, nécessitant souvent la mise en œuvre de moyens techniques, diagnostiques et thérapeutiques sophistiqués. Au regard de ces coûts, les bénéfices socio-économiques potentiels, engendrés par l'efficacité du système de santé, apparaissent considérables puisque cette amélioration permet d'éviter plus fréquemment, soit par la prévention, soit par le traitement, la survenue de complications médicales d'une extrême gravité, parfois même mortelles.

L'intérêt des approches économiques dans ce domaine réside dans la possibilité de prendre pour base des bilans de type coût-bénéfices ou coût-efficacité pour hiérarchiser les politiques, programmes ou interventions médicales susceptibles d'être menés, et pour fixer des objectifs de santé publique, à moyen ou long terme, compatibles avec les ressources disponibles. Par ailleurs, les approches économiques peuvent servir de fondement à une réflexion sur la faisabilité de ces politiques en tenant compte de leur acceptabilité par les individus concernés ainsi que des conditions d'organisation et de financement du système de santé.

Les « hépatites » font l'objet, dans la littérature internationale, de nombreuses publications médico-économiques. La plupart d'entre elles, cependant, visent à montrer quelle stratégie vaccinale serait la plus efficiente dans le cas des hépatites A et B. La synthèse de cette littérature permet de répertorier les principaux acquis dans ce domaine afin de servir de base de discussion sur le choix des actions à entreprendre pour le cas français, peu abordé par la littérature tant internationale que nationale. Il s'agit de proposer concrètement un certain nombre de solutions se rapportant à la mise en place de ces actions et, bien sûr, à leurs modes de financement.